

THEME 1^{ER} : LE RAPPORT DES HOMMES A LEUR PASSE

Chapitre 1 : L'historien et les mémoires de la guerre d'Algérie

Introduction : retour rapide sur les éléments essentiels de la guerre d'Algérie et sur les résultats des recherches distribuées par groupe sur les thèmes suivants :

- La bataille d'Alger et la question de la torture
- Le FLN
- Les Pieds-noirs
- Les Harkis
- Le 17 octobre 1961
- Charonne
- Les règlements de compte de l'Indépendance : les massacres d'Oran (5 juillet 1962)
- Le bilan de la guerre sur les deux rives

Séquences du site tv : extraits du documentaire « *La déchirure* » <http://www.lesite.tv/recherche/>

PLAN DU COURS

A. Mémoire et Histoire

- 1° Deux notions différentes : essai de définition
- 2° Deux notions complémentaires
- 3° Devoir de mémoire, travail de mémoire : le rôle des historiens

B. L'historien et les mémoires de la guerre d'Algérie en France

- 1° La guerre niée : la mémoire des vaincus (1954-1970)
- 2° L'émergence des mémoires de la guerre d'Algérie dans le débat public (1970-1990)
- 3° Une question sensible aujourd'hui : l'historien confronté au choc des mémoires

C. Les mémoires de la guerre en Algérie : une difficile ouverture

- 1° La guerre, élément central d'une mythologie nationale
- 2° La remise en cause progressive du récit officiel
- 3° L'Algérie face à son passé depuis 1992

Grands repères

Des épisodes qui ont marqué les mémoires



Mai 1945 – Les massacres de Sétif et Guelma

Reddition des insurgés algériens aux autorités françaises, 15 mai 1945.

Le 8 mai 1945, des nationalistes algériens profitent des défilés célébrant la victoire de la France sur l'Allemagne pour faire entendre leurs revendications. À Sétif et à Guelma, dans l'est de l'Algérie, la police tire sur les manifestants. Suivent de violentes échauffourées qui donnent lieu à l'assassinat de 103 pieds-noirs. Dans les jours qui suivent, l'armée française appuyée par des milices de pieds-noirs se livre à une répression sanglante (entre 8 000 et 20 000 Algériens tués selon les historiens).



1954-1957 – Terreur et répression

Des parachutistes français fouillent des Algérois à la recherche d'armes dans la casbah d'Alger, 1957.

Le 1^{er} novembre 1954, le FLN organise une vague d'attentats en Algérie : c'est la « Toussaint rouge ». En réaction, le gouvernement français décide d'augmenter les effectifs militaires en Algérie. C'est le début de la guerre d'Algérie qui atteint son apogée trois ans plus tard lors de la « bataille d'Alger ». Cette opération, efficace sur le plan militaire, crée un malaise dans l'opinion publique métropolitaine qui dénonce l'usage de la torture par les militaires.



4 juin 1958 – Le malentendu

De Gaulle s'adresse aux partisans de l'Algérie française massés sur la place du Forum à Alger.

Le 4 juin 1958 à Alger, de Gaulle est accueilli comme un sauveur par les partisans de l'Algérie française qui ont favorisé son retour au pouvoir quelques semaines plus tôt. « Je vous ai compris », clame-t-il pour les rassurer. Pourtant, son discours est assez éloigné de leurs revendications, puisqu'il affirme que les « dix millions de Français d'Algérie [...] auront à décider de leur propre destin » et que « leurs suffrages compteront autant que les suffrages de tous les autres ».



17 octobre 1961 – Répression à Paris

Des Algériens, arrêtés lors de la manifestation du 17 octobre 1961 à Paris, sont conduits vers des centres d'identification.

Le 5 octobre 1961, à la suite des attentats perpétrés par le FLN à Paris, un couvre-feu est instauré enjoignant « aux travailleurs algériens de s'abstenir de circuler la nuit dans les rues de Paris ». En signe de protestation, le FLN organise une manifestation le 17 octobre 1961 au soir. La répression policière est très violente : des dizaines d'Algériens sont tués, et des milliers d'autres arrêtés et maltraités.

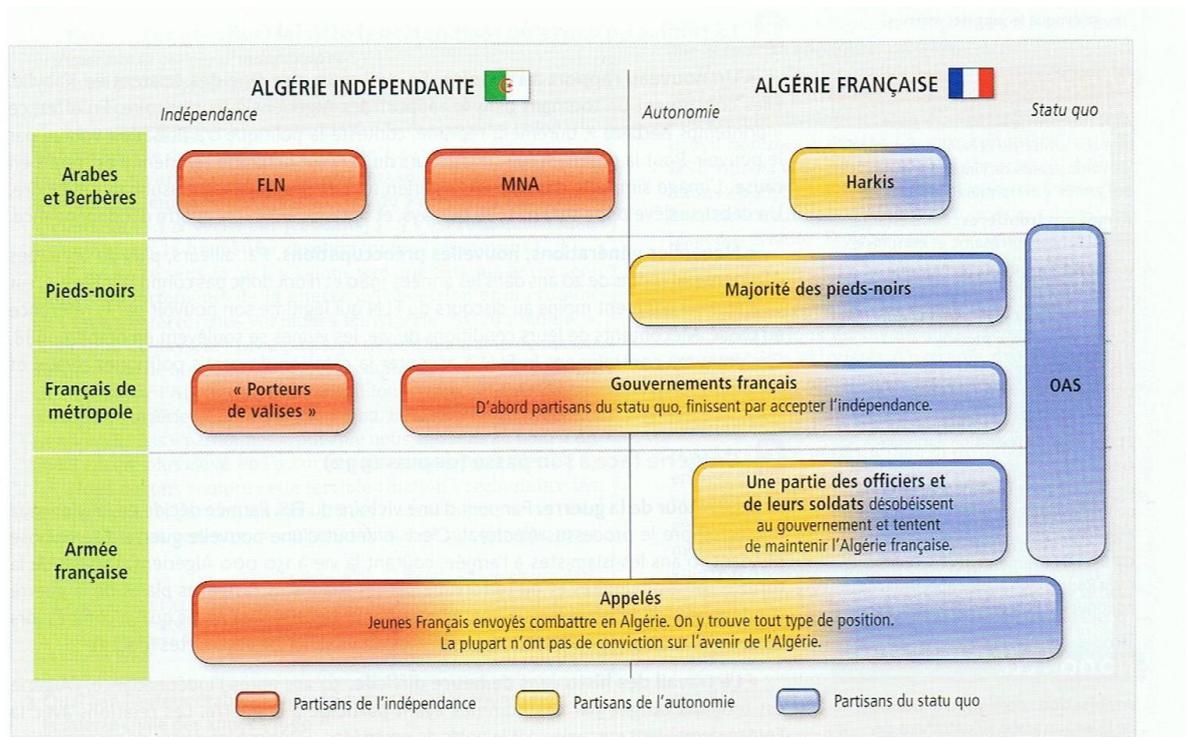


Juillet 1962 – Indépendance et règlements de comptes

Manifestation de rue à Alger célébrant l'indépendance, 3 juillet 1962.

Les accords d'Évian signés par le gouvernement français et le FLN le 18 mars 1962 débouchent sur la proclamation de l'indépendance de l'Algérie le 3 juillet 1962. Celle-ci est célébrée dans la joie par des millions d'Algériens, mais elle est entachée par des exactions commises en dépit des accords de cessez-le-feu. À Oran, le 5 juillet, des centaines de pieds-noirs sont enlevés et pour la plupart exécutés. Ces violences, dont sont également victimes les harkis, provoquent l'exil de la majorité des pieds-noirs et de la minorité des harkis qui parviennent à s'enfuir.

Les principaux acteurs de la guerre d'Algérie (Nathan Le Quintrec 2012)



Le bilan de la Guerre d'Algérie (Nathan le Quintrec)

Victimes de l'armée française en Algérie	<ul style="list-style-type: none"> • 250 000 à 300 000 (dont la moitié sont des soldats de l'ALN).
Victimes du FLN en Algérie	<ul style="list-style-type: none"> • 24 614 militaires français, dont 5 000 harkis. • 16 378 civils algériens tués et 13 000 disparus. • 60 000 harkis exécutés après la guerre. • 2 788 pieds-noirs tués et 875 disparus avant le 19 mars 1962, 2 273 disparus après le cessez-le-feu.
Victimes de la guerre entre le FLN et le MNA	<ul style="list-style-type: none"> • environ 10 000 Algériens tués en France et en Algérie.
Victimes de l'OAS	<ul style="list-style-type: none"> • 2 200 morts (musulmans, pieds-noirs et Français de métropole).
<p>À ces chiffres, il faut ajouter les victimes algériennes et françaises de la répression policière en métropole, des attentats du FLN en métropole et les membres de l'OAS victimes de la répression des autorités françaises.</p>	

I) L'historien et les mémoires

A. Mémoire et Histoire

1° Deux notions différentes : essai de définition

Le point commun à la Mémoire et à l'Histoire est de travailler sur un temps passé, écoulé.

- * **La mémoire** c'est le vécu tel qu'on se le remémore. Ce qui la définit c'est sa forte charge en émotion. Elle est l'objet de déformation parce qu'elle évolue, elle n'est pas linéaire. Elle suppose des phases d'oubli, d'amnésie, et des processus de revitalisation mais en fonction du présent ! La mémoire est une modalité d'accès au passé mais elle est un rapport subjectif qui procède par sélection des événements. Elle est individuelle et donc passé au prisme de la construction de celui qui se rappelle (un même événement n'est pas vécu ni raconté de la même manière par différentes personnes), elle peut aussi être collective et donc permet de forger une identité de groupe en perpétuant une certaine vision du passé. Un Etat a sa propre politique mémorielle en fonction d'objectifs du présent.
- * **L'histoire** est une mise à distance, et une écriture du passé ; une reconstitution par nature incomplète de ce qui n'est plus. C'est une construction qui s'élabore **avec et contre** la mémoire. L'histoire adopte une méthode d'analyse critique des sources, de croisement des données pour proposer une lecture du passé qui vise à **l'objectivité**.

2° Deux notions complémentaires

Il ya une **tension entre histoire et mémoire** et elles s'entrecroisent quand il existe des témoins vivants qui proposent des **sources orales** aux historiens. Le témoin est essentiel et en même temps insuffisant :

- * Le témoin c'est celui que le temps a mué en témoin et non plus en acteur et qui est distancié du passé vécu. Quand il repart en arrière c'est lui en quelqu'un d'autre qu'il voit.
- * La méthode historique permet de mettre à distance les enjeux affectifs d'un passé : ex de Ivan Jablonka (Histoire des grands-parents que je n'ai pas eus. Une enquête, *Seuil, 2012*), ou d'Alain Dewerpe sur le massacre de Charonne dans lequel sa mère est morte.
- * Il peut donc y avoir compétition entre histoire et mémoire : d'un côté une explication et la recherche du fait avéré et de l'autre la fidélité à des souvenirs (souvent les témoins ne se retrouve pas dans le travail de l'historien).
- * Parfois la demande mémorielle stimule la recherche historique (ex de la colonisation, de l'esclavage qui sont des attentes sociales)
- * Ces attentes de mémoire portées par des groupes exercent cependant des pressions sur le travail des historiens et ne sont pas toujours conciliables : ex l'association « **17 octobre contre l'oubli** » réclame la qualification du massacre du 17 octobre 1961 comme « **crime contre l'humanité** » mais cela n'est pas conforme aux critères de la recherche historique.
- * Ce sont souvent des enjeux identitaires forts qui président aujourd'hui à la volonté de reconnaissance des mémoires, liés à la présence en France d'enfants issus d'une immigration coloniale qui souhaitent réparation et reconnaissance des souffrances de leurs parents.

Si ces attentes civiques sont bien légitimes, l'historien a-t-il vocation à travailler en fonction de ces demandes ? Comment doit-il se positionner dans le débat public ?

3° Devoir de mémoire, travail de mémoire : le rôle des historiens

Les politiques mémorielles sont menées par l'Etat ou les collectivités territoriales qui incarnent la Nation. Elles s'expriment de différentes manières : édification de bâtiments, pose de plaques, attribution de noms de rues, de collèges, journées de commémorations officielles etc... Le terme « **devoir de mémoire** » est apparu en France dans les années **1990** à la faveur de la réflexion sur la Seconde guerre mondiale. Des journées de commémoration ont été instaurées et certaines créent encore du débat comme celle de la guerre d'Algérie. Car en effet, quelle date choisir ? Le **19 mars 1962** est la signature des accords d'Evian mais les violences ont largement continué après cette date !

L'école et les professeurs d'histoire sont souvent sollicités pour être le relais de ces politiques mémorielles dont les objectifs sont ceux d'un pouvoir à un moment donné : ex la lecture de la lettre de **Guy Môquet** présentée par le gouvernement de N Sarkozy comme un hommage à la résistance française.

Le parlement légifère en France sur la mémoire et cela soulève des débats et des questions dans la société et chez les historiens. Certains parlent de « **lois mémorielles** » et réclament la non-intervention du politique dans l'écriture de l'histoire au nom d'une liberté de recherche et de la crainte d'une « **histoire officielle** ».

Tout cela renvoie à la réflexion sur la place de l'histoire dans la société et de son usage politique possible. Concernant la guerre d'Algérie, cela pose le problème de **mémoires concurrentielles** et la discrétion, voire l'absence de commémoration en France à l'occasion du cinquantenaire de la fin du conflit en 2012, montre bien la sensibilité du sujet.

B. L'historien et les mémoires de la guerre d'Algérie en France

1° La guerre niée : la mémoire des vaincus (1954-1970)

Dès le déclenchement de l'insurrection algérienne en **1954**, la France minimise l'ampleur du conflit et refuse de parler de guerre mais désigne une « **opération de maintien de l'ordre** », ou de « **pacification** » ou d' « **événements** ». Cela retire une certaine forme de légitimité aux adversaires de la France et les assimile à des criminels ou terroristes. La teneur idéologique, anti-coloniale du conflit n'apparaît pas. Ainsi cette « guerre sans nom » est plus facile à « effacer ». Benjamin Stora parle de « **guerre ensevelie** », d'amnésie, et entre 1962 et 1982, plusieurs **lois d'amnistie** sont votées pour garantir l'impunité à tous ceux qui ont participé à la guerre, y compris l'**OAS**. La France des « Trente glorieuses » veut effacer les divisions et rassembler vers l'avenir. Elle ne veut pas faire face à une « mémoire de vaincus ». Cette guerre symbolise en effet la perte d'un prestige colonial, la fin de l'empire, les condamnations sur la scène internationale, l'usage de la torture par l'armée, les massacres et l'arrivée des pieds noirs en métropole dans la souffrance, l'abandon des harkis. C'est une mémoire faite de blessures longues à cicatriser. (cf Le site tv <http://www.lesite.tv/videotheque/0913.0007.00-lindependance-de-lalgerie-et-le-drame-des-pieds-noirs-et-des-harkis-des-memoires-blessees>)

Ces acteurs refusent pourtant l'oubli : on parle de « **nostalgérie** » chez les pieds noirs, les harkis se considèrent trahis, les militants de gauche favorables à l'indépendance et les porteurs de valise gardent la mémoire de la répression et les appelés sont souvent profondément marqués par la guerre.

La guerre est vite oubliée par les français de métropole qui la condamnaient majoritairement à partir des années 1960 mais la littérature et le cinéma ne l'occultent pas pourtant. Le livre d'Yves Courrière « *la guerre d'Algérie* » est édité à plus d'un million d'exemplaires.

2° L'émergence des mémoires de la guerre d'Algérie dans le débat public (1970-1990)

- * Dans les années 1970, les **pieds-noirs et les harkis** sont en quête de reconnaissance. Une loi est votée en 1970 pour indemniser les rapatriés de leurs biens abandonnés en Algérie mais elle est jugée insuffisante. Les pieds-noirs, très implantés dans le sud-est de la France constituent, du fait de leur poids électoral, un groupe de pression actif qui dispose d'une presse et d'associations.
- * En 1975-1976, les enfants de harkis se soulèvent et alertent l'Etat français sur leurs conditions de vie dans des camps où ils sont isolés et l'absence de reconnaissance pour leurs parents, exilés, menacés de mort en Algérie. Ils ont été environ 50 000 à pouvoir gagner la France à la fin de la guerre, les 150 000 autres, restés de l'autre côté de la méditerranée ont été pour certains massacrés juste après l'indépendance.
- * Dans les années 1980, la France est marquée par une montée de l'extrême droite et du Front National (qui regroupe des nostalgiques de l'Algérie française et dont le leader JM Le Pen a combattu en Algérie) et un mouvement anti-raciste s'organise autour notamment de « **la marche des beurs** » partie de Marseille en 1983. <http://www.ina.fr/economie-et-societe/vie-sociale/video/RAC8300226501/arrivee-de-la-marche-anti-raciste-a-paris.fr.html> et du mouvement **SOS racisme** initié par le Parti socialiste et dirigé par Harlem Désir. Pour la première fois, fils de militants FLN et de harkis, manifestent ensemble pour dénoncer le sort réservé aux enfants de l'immigration. Cette marche « **pour l'égalité et contre le racisme** » réunit 100 000 personnes et a un écho considérable dans la jeunesse qui se mobilise autour d'un slogan et d'un logo « touche pas à mon pote »



- * Par ailleurs, les relations s'apaisent entre les deux rives et en 1983, lors de la visite du Président Algérien **Chadli Bendjedid**, l'hymne national du FLN est joué pour la première fois. En outre, des associations travaillent à intégrer officiellement la guerre d'Algérie dans l'histoire nationale française, elle entre dans les programmes officiels en **1983**. La **FNACA** (Fédération nationale des anciens combattants en Algérie) crée des commissions pour cultiver la mémoire de cette guerre dans la jeunesse pour « *Apporter aux jeunes, qui sont l'avenir de la France, les chaînons essentiels de la mémoire, le message d'une génération qui a subi un passé douloureux et veut pour les générations montantes, bâtir un avenir de paix, de compréhension, de fraternité. Sensibiliser la jeunesse sur un problème si déterminant pour son avenir* ». (site de la FNACA : http://www.fnaca.org/mh_presentation.aspx)

3° Une question sensible aujourd'hui : l'historien confronté au choc des mémoires

Dans les années 1990 et 2000, la guerre d'Algérie occupe l'espace médiatique de façon tragique et spectaculaire. La **guerre civile** que connaît le pays, réactive des processus violents et dans la presse française, on revient sur les questions de la **torture**, de la répression. Des témoignages nourrissent cette relecture du passé et de la question de la torture comme ceux de **Louisa Ighilariz**, algérienne torturée mais aussi de **Henri Alleg**, journaliste communiste torturé par l'armée française, filmé lors de son retour en Algérie (un rêve algérien 2003) ; ou bien encore celui du **général Aussaresses** qui reconnaît l'usage de la torture dans un entretien avec un journaliste du Monde en 2000.

En **1999**, le parlement français reconnaît officiellement la réalité de la guerre (voir extrait de la déchirure). C'est une étape importante vers une politique mémorielle à l'égard de l'Algérie. Le passé colonial est en effet un enjeu dans les relations diplomatiques entre la France et l'Algérie depuis l'arrivée au pouvoir du président **Abdelaziz Bouteflika** qui exige des excuses officielles du gouvernement français, mais aussi face à la demande des différentes communautés de la reconnaissance de leurs souffrances et d'indemnités.

L'Etat répond par la multiplication de lois, de commémorations, de gestes symboliques mais ces mesures sont souvent à l'origine de polémiques, exacerbant des tensions et la « *concurrence victimaire* ».

En **2005**, la **loi Mekachera** évoque « *les aspects positifs de la présence française en outre-mer* », l'article est très contesté par des enseignants, des historiens, des responsables associatifs et provoque un tollé en Algérie. Jacques Chirac finira par décider de l'abroger.

La demande sociale est forte aujourd'hui de la part des enfants français issus de l'immigration algérienne, marqués par une double identité, sur l'exigence de vérité sur les différents aspects de la guerre et s'exprime dans le champ associatif et artistique. Ex de Médine est un rappeur français né au Havre en 1983 de parents algériens qui écrit en 2006, « **17 octobre** » qui utilise un registre de rancœur et de condamnation de l'Etat Français et de la répression de la manifestation des algériens de Paris le 17 octobre 1961, et signe son texte par « *devoir de mémoire grandissant* » : voir l'excellent dossier et les paroles sur le site histgéobox (le programme d'histoire de terminale en musique) : <http://lhistgeobox.blogspot.fr/2011/04/medine-17-octobre-1961-2007.html>



Médine

Médine Zaouiche est un rappeur français né au Havre en 1983 de parents immigrés algériens.

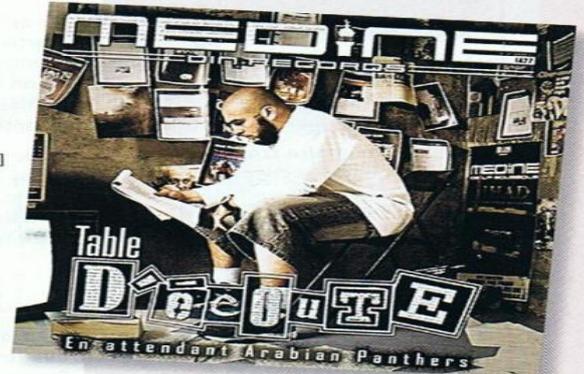
2 Chanter contre l'oubli

1961, période estivale, c'est la guerre d'Algérie et son festival
Et son lot de discriminations, de tortures, d'exactions tout un ramassis d'ordures
Quelques degrés au nord de l'équateur
Je quitte l'Algérie française, un pincement dans le cœur
Voici mon parcours Ahmed, fils de Mohamed
Gangrené du corps par la misère du Maghreb
Par les meurtres les soirs de couvre-feu,
Par la peur du soldat français qui ouvre le feu
Ouvre les voiles petit paquebot libérateur
Emmène-moi au pays des employeurs [...]
Verse une larme dans la Méditerranée
Une goutte d'eau dans la mer contient la peine de ma terre damnée [...].

17^e jour du mois d'octobre, le FLN a décidé de mettre fin à l'opprobre [...]
Algériens de France dans les rues nous allons descendre
Protester contre leurs lois discriminatoires
Investissons leurs ponts et leurs centres giratoires
Embarqués dans un cortège pacifique
Nous réclamons justice pour nos droits civiques
Mais la police ne l'entend pas de cette oreille [...].

Pas une, pas deux mais une dizaine de matraques
Viennent me défoncer le crâne et mes os craquent sous mon anorak
Ma bouche s'éclate bien sur les trottoirs
Leurs bouches s'esclaffent bien grandes de nous voir
« Nous allons voir si les rats savent nager
Au fond de la Seine vous ne pourrez plus vous venger. » [...]

Médine. « 17 octobre », extrait de l'album *Table d'écoute*,
DIN Records, 2006.



Nathan Le Quintrec (2012)

Mais Médine écrit aussi en 2012 « Alger pleure » qui plaide pour un dépassement des souffrances par un travail de vérité historique pour TOUTES les victimes de cette guerre sans manichéisme : <http://www.youtube.com/watch?v=BgPigYk-YCI>

*le plus dur dans une guerre c'est de la terminer
que la paix soit une valeur éternisée
les vieux ennemis nourrissent une rancœur pour l'éternité
si l'Algérie s'enrhume c'est que la France a éternué
alors on dialogue en se raclant la gorge
en se rappelant les morts avec le tranchant du bord
on marque le score à chaque nouvelle écorche
recompte les corps à chaque nouvel effort
du martyr au harki du colon jusqu'au natif
qui s'battirent pour sa patrie ? et qui pour ses actifs ?
du pied noir au maquisard ont est tous en mal d'histoire
Alger la blanche - Alger la noire*

Le travail des historiens doit donc se garder de la **compétition mémorielle** pour faire un travail de vérité qui dépasse les tabous et les non-dits. L'ouverture des archives facilite ce travail mais le sujet reste sensible ; et même des historiens faisant autorité, comme Benjamin Stora (qui a fait une conférence pour vos camarades de terminale de l'année dernière au lycée), peuvent être remis en question par des sensibilités politiques et des groupes de pression qui veulent peser sur le traitement de la question de la guerre d'Algérie en France

(voir l'article suivant : <http://blogs.mediapart.fr/edition/camedia/article/160912/qui-peur-du-commissaire-benjamin-stora>)

C. Les mémoires de la guerre en Algérie : une difficile ouverture

1° La guerre, élément central d'une mythologie nationale

Entre 1962 et 1980, le **FLN** au pouvoir se déchire et produit une « mémoire officielle » de la guerre d'indépendance destinée à consolider sa légitimité. Un régime de parti unique est institué, les hommes issus de « l'armée des frontières » (cad les combattants de l'ALN basés au Maroc et en Tunisie pendant la guerre), sont placés aux commandes de l'Etat au détriment des combattants de l'intérieur et du Gouvernement provisoire de la République Algérienne. La guerre d'indépendance, qu'ils nomment « *révolution* » est un enjeu majeur, c'est l'acte de naissance de l'Algérie comme nation souveraine, et l'Etat encadre étroitement le travail des historiens par le biais du CNEH (centre national d'études historiques, rattaché au ministère de

l'Intérieur. L'histoire est instrumentalisée et est chargée de glorifier l'ALN pour sa victoire militaire sur la France et de minimiser le rôle politique du GPRA et des autres groupes nationalistes rivaux du FLN. Elle dessine le portrait d'un peuple algérien mythique qui se serait unanimement soulevé à l'appel du FLN et construit l'image héroïsée du peuple en armes et du parti au « *million et demi de martyrs* ». Les travaux des historiens estiment à 300 000 morts, le nombre des victimes algériennes. L'écriture de l'histoire doit effacer les divisions internes au FLN alors même que de nombreux cadres sont en exil. Les manuels scolaires et les cérémonies officielles relaient cette histoire officielle.

2° La remise en cause progressive du récit officiel

En avril 1980, des émeutes éclatent en Kabylie et l'Algérie est secouée par le « printemps berbère », qui s'oppose à l'arabisation voulue par le pouvoir et qui remet en cause le discours officiel de l'Etat sur la nation algérienne et revendique des identités multiples. Plus de 60% des algériens des années 1980 ont moins de 20 ans et n'ont pas connu la guerre et adhèrent de moins en moins au discours du FLN d'autant que la situation économique est difficile, la corruption forte et le progrès social insuffisant. La légitimation du pouvoir du FLN par la référence au passé est de moins en moins efficiente. En 1988, la jeunesse se soulève et le FLN est contraint d'accepter l'existence de partis politiques rivaux et d'organiser des élections libres. Parallèlement en 1982, le pays commence la construction du **monument aux martyrs de la guerre d'indépendance** et des séminaires d'écriture d'histoire sont organisés par le FLN qui collecte les témoignages. Le FLN continue de choisir les héros qui méritent d'être connus et censurent d'autres acteurs (chefs historiques du FLN passés dans l'opposition après l'indépendance, exilés, comme **A Ben Bella** par exemple et **M Boudiaf**)

3° L'Algérie face à son passé depuis 1992

Par peur d'une victoire du **FIS (front islamique de Salut)**, l'armée interrompt le processus électoral en 1992 et le pays s'enfonce dans une guerre civile terrible qui réactive la violence politique : torture, massacres etc..

En 1992 l'Université d'Alger ouvre la première chaire d'histoire contemporaine et certains liens se créent dans les années 2000 entre des historiens des deux rives. Ainsi **Mohammed Harbi et Benjamin Stora** publient en 2004 : « *La guerre d'Algérie 1954-2004, la fin de l'amnésie* ».

Aujourd'hui des voix se font entendre en Algérie contre la mainmise de l'Etat sur l'histoire mais les archives de la guerre restent encore inaccessibles et les entraves au travail des chercheurs sont nombreuses : pas de financement ; pas de visas ni autorisations données à des universitaires ou des journalistes. Les manuels scolaires sont encore purement hagiographiques et les tabous demeurent : les harkis, par exemple. La reconnaissance d'autres mouvements nationalistes progresse cependant avec celle du MNA (mouvement national algérien dont la première forme avait été fondée par Messali Hadj, violemment combattu par le FLN).